

## **Introduction**



Depuis des décennies, dès leurs premiers signes, la crise démographique et l'irruption de l'immigration ont fait partie de notre bataille théorique et politique communiste. À la fin des années 1970, « la civilisation de la vie » fut notre mot d'ordre révolutionnaire sur les questions de l'interruption volontaire de grossesse (IVG) et de la chute de la natalité, qui commençaient à marquer les tendances démographiques italiennes. Dans l'article qui portait ce titre, nous dénoncions l'échec d'un réformisme lâche qui laissait à l'Église « *le drapeau de la vie* ». L'Église saisissait l'exigence objective qui s'imposait à la bourgeoisie des puissances mûres de l'impérialisme : défendre le taux de natalité afin d'éviter à l'avenir « *un dangereux vide de population* ». Quant à la classe ouvrière consciente, si elle s'opposait à l'hypocrisie de toutes les lois qui interdisaient l'IVG, elle était « *la seule à même d'avoir une perspective pour l'avenir de l'humanité* » ; elle n'avait pas peur de la vie parce qu'elle luttait contre la « *civilisation de la mort* » capitaliste et, dans la société communiste, elle réaliserait justement la « *civilisation de la vie* ».

Peu de temps après, toutefois, Arrigo Cervetto devait s'interroger justement à ce propos concernant un « *problème stratégique* » : la « *myopie* » des fractions bourgeoises dominantes qui n'avaient pas accueilli la proposition politique nataliste du Vatican.

Quarante ans après cette bataille théorique et politique, nous pouvons en tirer quatre conséquences. Premièrement, la *crise démographique* s'est enfoncée exactement comme prévu à l'époque : le nombre d'enfants par femme est en dessous du seuil de renouvellement des générations depuis des décennies [en Italie], le nombre de femmes en âge de procréer a baissé et le « vide » de population se mesure actuellement en centaines de milliers d'individus qui manqueront dans les tranches d'âge actif.

Deuxièmement, la « *myopie* » n'a pas seulement été une caractéristique de la bourgeoisie italienne ; dans presque toutes les puissances impérialistes mûres, l'*hiver démographique*, pourtant très prévisible, est

survenu de façon inattendue, et ses conséquences se sont soudainement manifestées sur la production et sur les rapports de force.

Troisièmement, les bourgeoisies qui avaient une certaine tradition nataliste, essentiellement la bourgeoisie française, ont certes retardé d'une génération le déploiement de la tendance générale mais, à la fin, elles connaissent elles aussi l'*hiver démographique*. On constate l'existence d'une véritable *loi de la population de la maturité impérialiste*, là où pèsent les *ménages à plusieurs revenus*, la *patrimonialisation de masse* ainsi que la généralisation de l'accès aux études supérieures et universitaires qui retarde l'âge de la première grossesse. Le capital, dans son impulsion aveugle à sa propre propagation, s'est de plus en plus emparé des femmes en tant que force de travail mais, ce faisant, il ne s'est pas soucié de les protéger en tant que force reproductrice de l'espèce.

Quatrièmement, l'autre face du déclin démographique dans les sociétés mûres est le recours au renfort migratoire ; d'ailleurs, c'est le développement mondial du capital lui-même qui a entraîné l'exode rural dans le monde entier, déversant tous les ans dans les villes des dizaines de millions de migrants. Une fraction – peut-être un dixième ou un vingtième – de ce flux gigantesque sert à compenser le déficit démographique des vieilles puissances, surtout des États-Unis et de l'Europe. Le développement impérialiste des vieilles puissances ne peut pas se poursuivre sans pomper les jeunes forces de travail des régions en voie de développement, avec toutes les conséquences économiques, sociales et politiques que cela comporte. Alors que l'impact de l'immigration alimente les peurs des sociétés vieillissantes, l'agriculture, les services ainsi que l'industrie ne sont plus en mesure de tenir sans l'apport indispensable de la main-d'œuvre immigrée. Si la logique malhonnête du parlementarisme pousse la démagogie d'une bonne partie de *leur* politique à poursuivre et attiser les peurs xénophobes et sécuritaires, désormais, dans les vieilles puissances de l'impérialisme, un nouvel aspect de la confrontation se manifeste : une véritable concurrence pour s'assurer les flux de migrants.

C'est sur cette question que la redécouverte *nataliste* du gouvernement de Giorgia Meloni se révèle un calcul imparfait, et montre sur le front migratoire la même vieille « *myopie* ». Même si des politiques natalistes étaient mises en place, sur le modèle français ou nordique, elles ne produiraient d'effet que dans des décennies alors que, dès aujourd'hui et dans un avenir proche, le gouffre démographique qui s'est ouvert

dans les générations en âge de travailler rend mathématiquement certain le fait qu'il faudra multiplier par deux l'apport de l'immigration à la force de travail.

Ce n'est pas notre tâche que de donner des conseils à *leur* politique ; elle sera investie par des contradictions et collisions historiques qu'elle est incapable de comprendre, que ce soit la droite néoconservatrice ou le réformisme déconcerté et emprisonné lui aussi dans l'électoratisme sécuritaire. Quant à notre politique communiste, il s'agit de s'armer de la théorie, de l'analyse et de l'organisation pour la bataille internationaliste, en défendant l'unité de classe contre toutes les discriminations sur la base de l'ethnie, de la religion ou de la nationalité. Ayant atteint la condition sénile et parasitaire de sa maturité, la société capitaliste n'est même plus en mesure de remplir la tâche primordiale de la reproduction de l'espèce humaine. Le développement impérialiste ronge les bases biologiques mêmes de la vie sociale. Peut-on trouver une meilleure démonstration de la nécessité historique d'une société supérieure, d'une société communiste ?

### LA CIVILISATION DE LA VIE

En laissant à l'Église le drapeau de la « vie », le réformisme montre une facette de sa faillite. En brandissant ce drapeau, l'Église s'équipe, d'une part, d'un moralisme hypocrite, car il ne s'en prend pas aux causes sociales qui provoquent partout des victimes ; mais, de l'autre, elle saisit une tendance objective apparue dans les pays industrialisés, visant à contrecarrer la chute de la natalité.

L'Église est depuis toujours attentive aux phénomènes démographiques : par profession, elle porte remède à tous les problèmes découlant de la démographie et a donné vie à sa propre école démographique. Elle est parfaitement consciente que les bourgeoisies des différents pays parvenus à la maturité industrielle se posent le problème d'augmenter la natalité et d'éviter à l'avenir un dangereux vide de population. Aussi met-elle son idéologie traditionnelle au service de cette nécessité objective, certaine de revenir ainsi sur les devants de la scène.

En effet, cette même bourgeoisie qui, hier, lors des campagnes en faveur du divorce et de l'interruption volontaire de grossesse (IVG), avait soutenu les courants réformistes et laïques, essentiellement néo-malthusiens, est maintenant en train de laisser beaucoup de place aux nouvelles campagnes de l'Église catholique.

Tout cela, pour les réformistes néo-malthusiens d'hier et pour les catholiques d'aujourd'hui, rentre sous l'appellation des « droits civiques ». Toutefois, les tendances démographiques de l'espèce humaine sont bien

plus profondes que les phénomènes superficiels du droit et des mœurs. Elles constituent les cycles de la création fondamentale des forces productives : la production de l'homme lui-même.

Le marxisme, en rejetant toute solution superficielle, dans un sens comme dans l'autre, nous montre que seul le communisme est la « civilisation de la vie », parce qu'il résout la nécessité dans la liberté.

Arrigo Cervetto, Roberto Casella, avril 1979  
(in R. Casella, *Batailles et principes pour une politique communiste*, 2020).

### UN PROBLÈME STRATÉGIQUE

La tendance démographique, engendrée par l'industrialisation et par la force de travail féminine (que nous avons analysée à la réunion du Centre national élargi de mars), va vers une croissance nulle ou négative.

C'est une tendance objective qui, au moins pendant 10 ans, ne sera pas arrêtée par le natalisme. Donc : augmentation du travail féminin, doublement de l'immigration, tensions raciales inévitables.

Les fractions bourgeoises (sauf un tiers constitué par la finance catholique) ont bloqué l'Église en tant que courant nataliste (celle-ci poursuit donc isolée).

Pourquoi ?

- 1) Par myopie ?
- 2) Par calcul immédiat sur la carte actuelle du pouvoir ?

Arrigo Cervetto, 22 mai 1981 (in A. Cervetto, *Opere*, t. 18., « Relazioni 1980-81 », 2016).

*« La population est une abstraction si je laisse de côté les classes dont elle se compose. Ces classes sont à leur tour un mot vide de sens si j'ignore les éléments sur lesquels elles reposent, par exemple, le travail salarié, le capital, etc. [...]. Si donc je commençais par la population, je me ferais une représentation chaotique de l'ensemble ; puis, par une détermination plus précise, j'arriverais analytiquement à des concepts de plus en plus simples. [...] Arrivé là, il faudrait refaire le voyage à rebours, et j'aboutirais de nouveau à la population, mais cette fois, je n'aurais pas une représentation chaotique, mais un ensemble avec une riche totalité de déterminations et de rapports divers. [...] Cette dernière méthode est manifestement la méthode scientifiquement correcte. »*

Telle est l'approche marxiste des questions démographiques, comme Marx l'a exposée dans ses *Grundrisse* : ce n'est pas la superposition d'un schéma abstrait sur la réalité, mais une approche qui part des classes et des relations entre les classes.

« *Chaque mode de production a ses propres lois de l'accroissement de la population et de la surpopulation [...]. Ces lois se ramènent purement et simplement au rapport déterminé de l'individu vivant vis-à-vis de ses conditions de production et de reproduction, en tant que membre de la société, puisqu'il ne travaille et ne s'approprie qu'en société.* »

Il ne faut donc pas étudier les lois de la population d'un point de vue général mais en lien avec le mode de production et ses conditions : cela signifie pour nous, aujourd'hui, les conditions de la phase de la maturité impérialiste.

Les migrations de masses humaines d'une région de la terre à une autre, plus ou moins loin de leur lieu d'origine, parfois même très loin, remontent à l'aube de l'histoire de notre espèce, et étaient déjà motivées par la survie, c'est-à-dire, en fin de compte, par des motivations économiques. Du fait de ces mouvements, l'espèce humaine a occupé toute la surface de la terre. Mais ce qui nous intéresse ici, ce sont les migrations modernes, celles qui ont été déclenchées par le mode de production capitaliste.

Les remarques de Lénine, formulées en 1913, sont encore pleinement valables aujourd'hui. « *Le capitalisme a créé une sorte particulière de transmigration des peuples. [...] Des centaines de milliers de travailleurs sont ainsi transplantés à des centaines et des milliers de vestes. Le capitalisme avancé les fait entrer de force dans son tourbillon, les arrache à leurs contrées retardataires, les fait participer à un mouvement historique mondial et les met face à face avec la classe internationale puissante et unie des industriels. [...] Mais seuls les réactionnaires peuvent se boucher les yeux devant la signification progressive de cette moderne migration des peuples. Il n'y a pas et il ne peut pas y avoir de délivrance du joug du capital sans développement continu du capitalisme, sans lutte des classes sur son terrain. Or, c'est précisément à cette lutte que le capitalisme amène les masses laborieuses du monde entier, en brisant la routine rancie de l'existence locale, en détruisant les barrières et les préjugés nationaux, en rassemblant des ouvriers de tous les pays dans les plus grandes fabriques et mines d'Amérique, d'Allemagne, etc.* » Ces considérations partent du point de vue de classe, et il faudrait les mettre à jour aux dimensions quantitatives et qualitatives que la « *moderne migration des peuples* » a atteintes dans la phase actuelle de l'impérialisme avancé, et au fait que le mode de

production capitaliste a depuis longtemps atteint tous les coins reculés de la planète.

La *démographie*, à savoir la dynamique de la population humaine sur la planète, et les *migrations*, à savoir les déplacements de populations d'une région du monde à l'autre, ne sont pas des phénomènes indépendants mais profondément entrelacés, et ils s'influencent mutuellement dans le développement inégal et anarchique et les crises régulières qui caractérisent le mode de production capitaliste.

Ce qui nous intéresse aujourd'hui, c'est d'analyser ces aspects dans le monde contemporain, donc dans le capitalisme ayant atteint sa phase de maturité impérialiste. Notre point de vue est spécifique, il n'est pas académique et ce n'est pas non plus celui de l'économie bourgeoise : nous avons un point de vue de classe. La forte croissance de la population mondiale, qui est toutefois en train de ralentir depuis longtemps, et l'augmentation ininterrompue, quant à elle, des masses de migrants, c'est-à-dire d'hommes, de femmes et d'enfants qui quittent les régions où ils sont nés pour rejoindre d'autres régions, proches, lointaines ou très lointaines, ont énormément renforcé notre classe. Ces phénomènes ont renforcé la classe ouvrière d'un point de vue quantitatif, parce qu'une part grandissante de la population mondiale la rejoint. Ils ont également renforcé la classe du point de vue qualitatif, parce que les mouvements des campagnes vers les villes viennent augmenter la concentration de notre classe et par conséquent sa force objective. Cet exode rural se produit depuis toujours à l'échelle de chaque pays – nous savons bien qu'il y a eu et qu'il y a des mouvements de population gigantesques à l'intérieur de la Chine et de l'Inde –, mais surtout à l'échelle continentale et intercontinentale.

Au *xxi*<sup>e</sup> siècle, la croissance de la population mondiale ralentit et parviendra probablement à une stabilisation qui ne pourra que précéder une baisse. La population mondiale a atteint huit milliards d'habitants en 2022 ; le plafond pourrait être atteint vers 2085, avec environ 10,4 milliards d'habitants. Mais le *xxi*<sup>e</sup> siècle est également le siècle de la forte inégalité des rythmes de croissance ou de baisse et, par conséquent, des variations absolues et relatives de la taille démographique des puissances. Les rythmes des phénomènes démographiques sont lents mais inexorables et, au fil du temps, les effets des tendances en cours se cumulent. Il y a des régions du monde, comme une grande partie

de l’Afrique, où la population progresse encore à un rythme élevé, bien que celui-ci soit en train de ralentir. Les vieilles puissances, quant à elles, sont presque toutes aux prises avec un déclin démographique qui serait bien plus important s’il n’était pas compensé par des arrivées massives d’immigrés. Les deux géants asiatiques, qui représentent à eux seuls plus d’un tiers de la population mondiale, connaissent et connaîtront – avec un décalage de quelques décennies – un taux de fécondité inférieur au seuil de renouvellement et donc, inévitablement, la baisse absolue de leur population : c’est arrivé à la Chine en 2022 et l’Inde sera inexorablement concernée dans quelques décennies. Depuis 2020, selon les estimations les plus récentes de l’ONU, les deux tiers de la population mondiale vivent dans des pays où le taux de fécondité moyen est inférieur à 2,1 enfants par femme, c’est-à-dire le taux qui, bien qu’avec une certaine approximation, garantit la stabilité de la population.

La route est tracée, et elle est pleine de conséquences. La plus manifeste en est la dynamique de classement du poids démographique des États. En 2000, les dix premières puissances démographiques représentaient 65 % de la population mondiale ; en 2050, selon les prévisions de l’ONU, elles ne pèseront plus que pour 57 % du total. De plus, au milieu du siècle, trois d’entre elles – la Russie, le Bangladesh et le Japon – ne figureront plus parmi les dix premières et seront remplacées par trois pays africains, à savoir le Nigeria, la République démocratique du Congo et l’Éthiopie. Entre-temps, l’Inde a probablement déjà dépassé la Chine, ou la dépassera dans un avenir très proche.

Les autres conséquences concernent : la structure par âge de la population, qui vieillit de plus en plus dans une grande partie du monde ; la réduction relative et désormais même absolue de la population potentiellement active, c’est-à-dire de la force de travail, dans une grande partie du monde ; les mouvements migratoires qui en découlent et les effets sur la dynamique sociale et les rapports entre les classes.

Cette voie, qui ne semble clairement tracée qu’aujourd’hui seulement, l’était déjà en réalité depuis quelques décennies. Ces tendances étaient perceptibles dès les années 1980 et émergeaient de l’analyse minutieuse des données démographiques, qu’il fallait toutefois étudier avec le recul nécessaire. Rappelons que la fin des années 1960 avait été marquée par la propagande massive sur la « bombe démographique », qui alimenta des idéologies néo-malthusiennes dans les vieilles puissances de l’impé-

rialisme. En réalité, à cette époque, on pouvait déjà commencer à voir les nouvelles tendances dans ces mêmes pays.

Quand on passe de l'« *abstraction de la population* » aux « *classes qui la composent* », on constate inévitablement que la croissance de la population mondiale a été accompagnée d'une croissance encore plus importante de la force de notre classe. Notre estimation de la fin des années 2010, qui donnait *deux milliards de salariés* sur une population mondiale de 7,8 milliards d'habitants, est aujourd'hui dépassée : non seulement du fait de la croissance, quoique ralentie, de la population, mais aussi parce que le travail salarié est de plus en plus la forme typique de l'emploi. Au début du siècle, sur 2,64 milliards de personnes actives en emploi (salariés, indépendants et sous mille autres formes, y compris le travail des enfants, estimé à 150 millions de mineurs, et les formes de travail proches de l'esclavage), on comptait 1,34 milliard de salariés, soit 51 % du total. Vingt ans plus tard, en 2020, sur 3,41 milliards d'actifs en emploi, il y avait 1,98 milliard de salariés, soit 58 % des actifs. Chaque année, les salariés ont gagné plus d'un tiers de point de pourcentage. Dans les pays les plus avancés, dans les vieilles puissances de l'impérialisme, les salariés représentent depuis longtemps 80-90 % des actifs en emploi, et ils sont destinés à atteindre ce poids dans les pays en développement.

En vingt ans, de 2000 à 2020, la population mondiale est passée de 6,15 milliards à 7,79 milliards d'habitants ; les salariés représentaient donc 22 % de la population en 2000 et 25 % en 2020. Mais en comptant également leurs familles (enfants, étudiants, retraités), on peut estimer que *les deux tiers de la population mondiale* environ appartiennent à la classe des salariés. Cette part va nécessairement augmenter dans la mesure où l'exode rural, les migrations et l'industrialisation se poursuivent en Afrique, en Asie et dans les autres régions du monde en développement.

Les migrations capitalistes modernes ont essentiellement des motivations économiques, ce qui signifie qu'elles sont mises en mouvement par le mécanisme global de fonctionnement de ce mode de production. Parmi ses caractéristiques typiques et régulières, ce système compte les crises, l'anarchie du marché et le développement inégal et il comprend donc les guerres, les famines et les conséquences non prévues d'événements naturels, même quand ces derniers auraient pu être prévus d'un point de vue technique. En somme, tout cela fait partie du fonctionne-

ment du capitalisme dans la phase impérialiste avancée. Certains tentent schématiquement de différencier les migrations selon les facteurs *push and pull*, à savoir qu'elles seraient soit « poussées » par les guerres, les catastrophes naturelles, la sécheresse ou d'autres phénomènes naturels, ainsi que par une surpopulation relative, soit « attirées » par les besoins du fonctionnement de l'industrie et des services, que la population locale ne parvient pas à satisfaire. Ces distinctions servent à justifier les *politiques impérialistes des migrations* et les idéologies qui s'ensuivent, convergeant en fin de compte vers le racisme sous ses différentes formes.

Mais, au fond, selon l'analyse marxiste du développement capitaliste, la réalité est simple. D'une part, la force de travail est nécessaire pour valoriser les investissements de capital, et si elle n'est pas disponible sur place, elle arrive des pays où elle est disponible. Il en va de même pour les services à la personne, multipliés par l'hypertrophie parasitaire de la maturité impérialiste. D'autre part, le développement capitaliste moléculaire et mondial, dans sa progression dans les campagnes du monde, désagrège les stratifications de ces sociétés paysannes, crée une surpopulation relative et déclenche l'exode vers les périphéries urbaines.

Les fils qui tissent ces déplacements dans le monde sont innombrables. Mais c'est un mécanisme que personne ne gouverne, qui a fonctionné, fonctionne et continuera de fonctionner sur la base d'immenses contradictions : les cimetières de migrants à la frontière entre les États-Unis et le Mexique, au fond de la Méditerranée, dans la Manche, sur la route terrestre des Balkans et sur bien d'autres routes moins connues, en sont le témoignage impérissable. Il n'y a aucune distinction réelle entre les *migrations économiques*, indispensables à la machine productive du capitalisme, et les *migrations des réfugiés*, causées par les guerres, les catastrophes naturelles et ainsi de suite. Il n'y a aujourd'hui que les *migrations capitalistes de la phase avancée de l'impérialisme* : les unes ne peuvent exister, n'existent pas et ne pourront jamais exister sans les autres.

Selon les données les plus récentes, de mai 2022, fournies par l'OIM, l'agence de l'ONU pour les migrations, le stock de migrants internationaux – c'est-à-dire des personnes qui habitent dans un pays différent de leur pays de naissance – s'élève à 281 millions de personnes. Il faut ensuite compter les migrations à l'intérieur des frontières de chaque pays, qui sont beaucoup plus difficiles à quantifier, mais que l'OIM quantifie à 763 millions de personnes. Au total, il s'agit de 1,044 milliard de personnes, soit plus de 13 % de la population mondiale.

Les *migrations internationales* se produisent dans le monde entier, mais ont, et auront toujours en ce début du *xxi<sup>e</sup>* siècle, deux régions comme destinations privilégiées : l'Amérique du Nord (États-Unis et Canada) et l'Europe. La force économique se concentre dans ces deux régions et, dans toutes les deux, la phase de l'*hiver démographique* bat son plein ; celle-ci se traduit par un vieillissement marqué et une baisse de la population en âge de travailler. Elles sont donc la destination de flux migratoires massifs en provenance de régions où le développement inégal rend disponible une force de travail potentielle dans les classes d'âge nécessaires. Les régions de provenance sont les plus proches, mais pas seulement : pour l'Amérique du Nord, il s'agit du bassin de l'Amérique centrale et du Sud, mais aussi de l'Asie (l'Inde, les Philippines) ; pour l'Europe, c'est l'Asie de l'Ouest et l'Afrique.

Les adversités qui compliquent les migrations de l'Amérique centrale vers les États-Unis font l'actualité depuis des décennies : le *fence*, le mur-barrière qui sépare le Sud des États-Unis et le Mexique, est l'un des monuments les plus concrets qui ait été érigé aux contradictions du monde actuel. L'impérialisme américain, un pays né de l'immigration et dont il continue à avoir besoin, est toujours incapable de la gérer, étant en proie à un affrontement politique interne qui attise et est lui-même attisé par la poursuite électorale d'opinions publiques apeurées et par le racisme, dans un court-circuit sans fin. C'est notre classe qui en paie intégralement le prix.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Europe est la destination régulière de flux d'immigration, qui ont permis de compenser les vides croissants de l'*hiver démographique*. Ayant commencé après le *baby-boom* de l'après-guerre, ce phénomène s'est achevé dans les années 1960. En 2015, l'Europe a vécu une année emblématique, avec la crise des réfugiés du Moyen-Orient et l'afflux soudain d'un million de personnes ou plus, s'ajoutant aux immigrés plus ou moins réguliers des décennies précédentes, qui venaient d'Afrique et d'autres régions du monde. Nous avons alors écrit dans ce journal qu'une *politique impérialiste européenne des migrations* se mettait en place. En dépit de quelques tensions politiques inédites, elle a presque été une aubaine : des masses de force de travail jeune et relativement bien formée devenaient disponibles. Près de dix ans se sont écoulés depuis, et la machine productive européenne, en crise démographique croissante, a de plus en plus besoin de force de travail immigrée. La pénurie de personnes

en âge de travailler s'aggrave et un phénomène presque sans précédent apparaît sur le marché du travail européen : la concurrence pour attirer les immigrés. L'Allemagne a été en première ligne en 2015, et l'est toujours dans cette compétition qui sera le *leitmotiv* des années à venir de la *politique impérialiste européenne des migrations* mise à jour.

Le lien entre les tendances démographiques et migratoires sera de plus en plus étroit dans les prochaines décennies.

Les migrations *internes*, et plus généralement pas les seules migrations à l'intérieur d'un pays mais aussi celles à courte ou moyenne distance, font partie de l'histoire du capitalisme industriel moderne et de ses cycles de développement. Dans l'après-guerre, par exemple, il y a eu en France les « trente glorieuses », comme les a appelées Jean Fourastié ; en Italie, parallèlement, il y a eu le « boom économique ». Dans les deux cas, le développement a donné lieu à des mouvements massifs de population vers les pôles de croissance ; il en a été de même pour beaucoup d'autres pays industrialisés, entraînés dans le cycle d'expansion de l'après-guerre. Ces mouvements impétueux se sont terminés depuis longtemps et ont été remplacés, dans l'économie de toutes les régions industrialisées de la maturité impérialiste, par une circulation structurelle et régulière de la force de travail, à laquelle s'ajoutent les apports des migrations internationales. Mais ces processus ne sont pas terminés en Afrique et en Asie, en particulier en Chine où, au cours des trente dernières années, ils ont alimenté la croissance impétueuse du pays. Il s'agit d'une régularité du développement capitaliste, qui prend ici des dimensions sans précédent. Nous avons souligné à plusieurs reprises l'importance de ces mouvements de population des campagnes chinoises vers les villes, qui ont créé l'« usine du monde », la base industrielle de l'impérialisme chinois. Les estimations les plus récentes de la Banque mondiale le confirment : la population urbaine en Chine a doublé entre 2000 et 2021, passant de 456 à 901 millions d'habitants, mais ce processus n'est pas encore fini, car la population classée comme « rurale » représente encore 37 % du total.

Les questions de la population et des migrations ont été l'un des piliers de l'analyse stratégique d'Arrigo Cervetto, tant pour les aspects concernant la confrontation impérialiste mondiale que pour la dynamique des classes en Italie. Nous renvoyons à cet égard au troisième tome de l'histoire de Lotta Comunista. Nous ne rappelons ici que trois des nombreux aspects de cette analyse. Le premier est que Cervetto

saisit et souligna, dès les années 1970, les signes de l'inversion de la tendance à la croissance démographique dans les pays industrialisés, en particulier en Europe et en Italie. Le deuxième est qu'il en analysa le lien étroit avec l'équilibre entre les puissances et la restructuration sociale. Le troisième, concernant l'analyse de la restructuration sociale en Italie, est que Cervetto mit en rapport la chute rapide de la natalité avec les caractéristiques du cycle économique expansif de l'après-guerre et avec les traits de l'*ascension sociale* qui en découlaient. En effet, des millions de diplômés de l'enseignement secondaire et supérieur allèrent accroître les nouvelles *couches intermédiaires* des techniciens, employés de bureau et fonctionnaires de la bureaucratisation : l'Italie passait ainsi de pays d'émigration à pays d'immigration.

Les experts bourgeois de l'évolution de la population s'interrogent depuis toujours : la démographie est-elle le destin ?

La question prend différentes nuances. Aux États-Unis, elle a surtout le sens de savoir si la force d'une nation dépend de son poids démographique par rapport aux autres États ; donc de savoir si son « destin », c'est-à-dire le rôle qu'une puissance peut et pourra jouer dans la confrontation, est lié à sa démographie. En ce sens, la réponse à la question est généralement *oui*, ce qui, à l'époque de l'impérialisme, signifie aussi que la démographie est utilisée dans la compétition entre les puissances. Ce n'est certes pas une question nouvelle, puisqu'elle remonte à la formation des États modernes. Elle s'est clairement manifestée dans la confrontation entre la France et l'Allemagne, dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, lorsque, à la différence de cette dernière, la France a été le premier pays à connaître une crise de la natalité et donc de la population : d'où le débat qui l'a menée à mettre en place des politiques natalistes, dont Paris bénéficie encore aujourd'hui. Cette question est de plus en plus d'actualité aujourd'hui, dans le monde multipolaire du XXI<sup>e</sup> siècle. Le chancelier allemand, Olaf Scholz, en a très récemment offert un exemple dans ses thèses « multipolaires », en se référant aux pays qui, dans la nouvelle phase de la mondialisation, en Afrique, en Asie, dans les Caraïbes et en Amérique latine « *deviennent progressivement plus prospères* » et pourront ainsi « *revendiquer un rôle plus important dans les affaires mondiales, un rôle correspondant à leur poids économique et démographique croissant* ».

Dans d'autres pays, et en particulier en Europe, la même question sur le « destin » prend une autre signification : l'évolution de la

population peut-elle être influencée par des mesures politiques ou économiques ? Autrement dit, l'avenir de la population des États est-il déterminé par un « destin » qui ne peut pas être influencé par les hommes, ou bien peut-on l'orienter et le modifier par l'intervention politique ? Par exemple, à travers des *politiques natalistes* qui, au  $xx^e$  siècle, et plus encore aujourd'hui, ont tenté et tentent de contrer, dans certains pays développés, la baisse de la fécondité : celle-ci se poursuit depuis plusieurs décennies, et ces politiques visent à freiner la réduction de la population, notamment de celle en âge de travailler. Ou encore, à travers des *politiques antinatalistes* (le *contrôle des naissances*), visant à réduire la croissance jugée excessive, qui ont marqué au cours des soixante-dix dernières années certains pays de taille continentale comme la Chine et l'Inde. Ces mesures sanglantes resteront à jamais inscrites dans l'histoire de l'humanité, du fait des drames qu'elles ont imposés à notre espèce, surtout concernant les petites filles dont on a empêché la naissance ou qui ont été abandonnées à la naissance. La réponse à cette deuxième question demeure incertaine. Si l'on cherche sur le long terme, comme il se doit pour les tendances démographiques et comme il est désormais possible, après plus de deux siècles de développement capitaliste et démographique rapide accumulés, la réponse qui prévaut est *non*. Les politiques démographiques ne peuvent pas modifier de manière significative les tendances de fond dans le mode de production capitaliste ayant atteint le stade de l'impérialisme avancé. Il en va autrement pour le rapport de force conjoncturel dans la confrontation mondiale. C'est ce que montre le cas français : Paris n'a pas pu échapper à la tendance générale et, en France aussi, le taux de fécondité est passé sous le seuil de renouvellement de la population ; mais en retardant l'*hiver démographique* d'au moins une génération, il a acquis un avantage qui pèsera à moyen terme et qui se mesure en centaines de milliers de naissances supplémentaires.

Cependant, pour les marxistes, la question se pose d'une manière complètement différente. Nous avons vu que, selon la science marxiste, il n'existe pas qu'*une seule* loi de la population pour l'espèce humaine car, au contraire, la démographie suit des tendances qui dépendent de la formation économique-sociale et de son niveau de développement. Aujourd'hui, d'après notre analyse, c'est la *loi de population de la maturité impérialiste* qui s'applique, confirmée par le fait que les deux tiers de la population mondiale vivent dans des pays où la fécondité est tombée

sous le seuil de renouvellement des générations. Ces pays sont donc destinés à subir bientôt un déclin démographique absolu, parce que le nombre de décès dépassera toujours plus le nombre de naissances.

Le capitalisme a eu le grand mérite d'avoir amené en très peu de temps – au sens historique – notre espèce à un niveau qu'elle n'avait jamais atteint auparavant, même pour ce qui est du nombre d'habitants sur cette planète. Mais cela s'est fait au prix de contradictions irréconciliables : les guerres, qui ne sont rien d'autre que l'autodestruction de l'espèce, en sont la manifestation la plus évidente et la plus dramatique. Le développement des forces productives ne peut se faire qu'au prix de leur destruction. *L'hiver démographique* en est aussi la preuve : la logique du capital n'est plus en mesure de garantir la continuité de l'espèce humaine.